



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/LT

**Arrêté préfectoral imposant à la société PROMERAC
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son
établissement situé à FLERS-EN-ESCREBIEUX**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et le R. 512-39-4 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1993 autorisant la société PROMERAC à poursuivre son exploitation à FLERS-EN-ESCREBIEUX, 202 rue du Maréchal de Tassigny, de ses ateliers de traitement de surface ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 imposant à la société PROMERAC des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur la commune de FLERS-EN-ESCREBIEUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport d'études historiques et documentaire, de vulnérabilité des milieux et d'investigation complémentaires des sols et des eaux souterraines – missions INFOS et DIAG selon norme NF X31-620-2 – 2 novembre 2020 – bureau Veritas ;

Vu le rapport suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines – année 2023 – 26 octobre 2023 – bureau Veritas ;

Vu le rapport du 10 juillet 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du

logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 10 septembre 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. des impacts sur les sols, entre 0 et 5 mètres de profondeur, en cadmium, chrome, plomb, zinc, manganèse et fer sont constatés au droit de la lagune remblayée située sur les parcelles 7280 (section OB) et 0277 (section BL) de la commune de FLERS EN ESCREBIEUX ;
2. que les diagnostics de la pollution dans les sols effectués en 2020 à l'initiative de l'exploitant montrent l'existence d'une pollution concentrée en métaux au sein de la zone de l'ancienne lagune ;
3. que tant que cette pollution concentrée est présente dans les sols, la nappe des alluvions reste exposée à cette pollution ;
4. l'emprise historique de la lagune polluée est située principalement en dehors du périmètre autorisé de PROMERAC, au niveau de la parcelle 0277 BL de FLERS EN ESCREBIEUX, appartenant à la commune et sans usage connu ;
5. le suivi des eaux souterraines de la nappe des alluvions au droit de la lagune remblayée, montre un impact au droit de la lagune remblayée en fer, nickel et manganèse ;
6. la nappe des alluvions s'écoule du site de PROMERAC et de la parcelle 0277 vers le périmètre de protection rapproche des captages AEP de FLERS EN ESCREBIEUX situé à 450 mètres de PROMERAC ;
7. par conséquent, les eaux souterraines sont un vecteur possible de transfert de la pollution via la nappe alluviale et qu'il est nécessaire de mettre en place une surveillance afin de protéger les tiers d'une éventuelle migration de cette pollution ;
8. le préfet peut fixer par arrêté préfectoral toute prescription additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé rend nécessaire en vertu de l'article R. 181-45 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

1.1 – Surveillance des eaux souterraines

La société PROMERAC, ci-après dénommée l'exploitant, situé au 202, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à FLERS EN ESCREBIEUX, est tenue de mettre en œuvre à ses frais la surveillance des eaux souterraines définie aux articles suivants du présent arrêté pour le site « lagune remblayée », sur les parcelles 7280 (section OB) et 0277 (section BL) de la commune de FLERS EN ESCREBIEUX.

1.2 – Dépollution de la lagune remblayée

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour le traitement de la pollution des sols au droit de la lagune polluée SSP000303301.

TITRE I – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 2 – Nature et durée de la surveillance des eaux souterraines

La surveillance consiste en un suivi des eaux souterraines de la nappe sur des paramètres physico-chimiques.

L'exploitant détermine les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

Deux campagnes de surveillance par an sont réalisées, suivant une fréquence semestrielle, réparties en périodes de basses et hautes eaux.

La surveillance sera réalisée conformément à la prestation A210 de la norme NF X31-620-2 « Qualité du sol – Prestations de service relatives aux sites et sols pollués – Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle ».

Les prélèvements et échantillonnages des eaux souterraines seront réalisés conformément à la norme NF X31-615 « Qualité des sols – Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines ».

Ces résultats seront comparés aux dernières mesures, soit celles d'octobre 2023. Les résultats de ces contrôles accompagnés de leurs commentaires sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Si ces résultats mettent en évidence une dérive de l'évolution des résultats ou un impact en aval hydraulique de la zone concentrée résiduelle, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si la pollution est à l'origine ou non de la dérive constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.

Les résultats collectés peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées.

Tout arrêt ou modification est conditionné à un avis de l'inspection des installations classées.

Article 3 – Piézomètres et paramètres

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est composé de 6 piézomètres répartis sur la parcelle :

Nappe surveillée	Référence du piézomètre	Coordonnées GPS (Lambert II étendu)	Profondeur de l'ouvrage (m)	Localisation selon le sens d'écoulement de la nappe
------------------	-------------------------	-------------------------------------	-----------------------------	---

Nappe Alluviale	PZ1		6	Amont
	PZ2		6,2	
	PZ3		6,2	
	PZA		9	Aval proche
	PZ6		7	Aval
Nappe de la Craie	F1		33	Amont

Un plan de localisation des piézomètres figure en annexe 1 du présent arrêté.

Au cours de chaque campagne de surveillance, les paramètres physico-chimiques seront mesurés in situ :

- pH ;
- température ;
- conductivité ;
- potentiel redox ;
- teneur en oxygène dissous.

Des échantillons d'eau souterraine représentatifs de la nappe seront prélevés.

Les concentrations des substances suivantes seront déterminées en laboratoire :

- métaux : Arsenic (As), Cadmium (Cd), Chrome (Cr), Chrome VI, Cuivre (Cu), Mercure (Hg), Nickel (Ni), Plomb (Pb), Zinc (Zn), Manganèse (Mn), Fer (Fe) ;

Au cours d'une unique campagne, l'exploitant détermine les concentrations des substances suivantes en laboratoire :

- COHV (code sandre 7485) ;
- chlorures, fluorures, phosphore total, azote ammoniacal, sulfates ;
- phénols ;
- cyanures.

Les analyses in situ ou en laboratoire sont réalisées selon les normes citées à l'annexe A de la norme NF X 31-620-2 ou toute autre norme d'essai dont les résultats sont attestés équivalents.

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne. Les modalités de surveillance ci-dessus pourront être aménagées ou adaptées, au vu des résultats des analyses prévues à l'article 2.

Il est demandé à l'exploitant de confirmer que PZ6 n'est pas en position latérale par rapport à la lagune remblayée et au sens d'écoulement de la nappe des alluvions. Le cas échéant, l'exploitant procède au remplacement de PZ6 par un ouvrage adapté au suivi de l'aval hydraulique de la lagune.

Article 4 – Bilan annuel

Avant le 31 janvier de chaque année, un bilan annuel de la surveillance est remis au service de l'inspection des installations classées.

Ce bilan comporte un comparatif aux analyses d'eaux souterraines des piézomètres concernés et commentera l'évolution des concentrations dans les eaux souterraines à l'aval des sources de pollution.

Article 5 – Entretien du réseau de surveillance

L'ensemble des ouvrages figurant sur le plan en annexe 1 sont entretenus. Le maintien de tous les piézomètres prévus à l'article 3 du présent arrêté est assuré pour permettre les analyses. Toute détérioration des ouvrages de surveillance devra faire l'objet d'une information de l'administration et devra être réparée dans les meilleurs délais, après accord préalable de l'administration, aux frais de la

personne physique ou morale, publique ou privée, à l'origine de la détérioration.

Article 6 – Transmission à l'ARS Hauts-de-France

L'exploitant transmet les résultats semestriels de la surveillance des eaux souterraines à l'agence régionale de santé (ARS) Hauts-de-France.

TITRE II – TRAITEMENT DE LA LAGUNE POLLUÉE

Article 7 – Diagnostics des sols

L'exploitant complète le diagnostic des sols conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués afin de :

- délimiter les zones de pollutions concentrées au droit de la lagune remblayée, ou justifie de l'arrêt des investigations ;
- d'investiguer les polluants qui n'ont pas été recherchés et susceptibles d'être présents au droit de la lagune, ou justifie de l'arrêt des investigations.

Ces éléments sont attendus dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 8 – Plan de gestion de la pollution

Conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, l'exploitant transmet à l'issue du diagnostic de la pollution susmentionnées, un plan de gestion de cette pollution dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 9 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 10 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

- 1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 11 – Décision et notification

Le secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FLERS-EN-ESCREBIEUX ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FLERS-EN-ESCREBIEUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **19 NOV. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



PJ : Annexe 1 : plan de localisation des piézomètres

Guillaume AFONSO

Annexe 1 : plan de localisation des piézomètres



